

Ni mur, ni ghetto, ni répression ne résorberont la misère

Le problème du crack n'est pas nouveau, cela fait plus de 30 ans que cette drogue très violente circule à Paris et en proche banlieue et touche une population majoritairement marquée par la misère.

Depuis des années, la seule réponse apportée par les pouvoirs publics, c'est la tentative de cacher les consommateurs et consommatrices, qui sont déplacé-es ici et là au fil des décisions prises depuis les bureaux municipaux et préfectoraux. Cette fois, après plusieurs mois aux jardins d'Éole dans le 19^e arrondissement, c'est dans le square de la porte de la Villette limitrophe de Pantin et d'Aubervilliers qu'ils et elles ont été emmené-es sous la contrainte.

Ce square, comme auparavant les collines de la porte de la Chapelle, est l'endroit idéal pour dissimuler ce problème que personne ne veut régler. À la marge de Paris, au pied de la bretelle du périphérique, à l'écart des regards et de la vie sociale. C'est d'ailleurs dans ce square que doit ou devait se construire un crématorium... Pour la mairie de Paris cet endroit est donc de toutes façons sacrifié.

Ce n'est pas dans le XVI^e arrondissement de Paris que cela se passe mais dans un quartier où la pauvreté est déjà bien présente, où de nombreux-euses habitant-es galèrent à se loger, à se nourrir. Ce square était un lieu de refuge pour de nombreuses personnes migrantes qui venaient s'y poser de jour comme de nuit, pour trouver un peu de répit, de l'eau, des sanitaires. Une population en chasse une autre, le pouvoir joue la guerre des pauvres contre les pauvres.

Le passage le plus direct de la ville au square a été muré, le symbole est fort des deux côtés et résonne comme un affront supplémentaire : d'un côté on mure un passage de la banlieue à Paris, de l'autre on parque une population dont on ne sait pas quoi faire. Le symbole est fort car dresser des murs pour séparer des populations ça s'appelle créer un ghetto. Cette ghettoïsation nous la vivons déjà d'un point de vue social : il n'y a qu'à voir l'état des services publics d'éducation et de santé en Seine-Saint-Denis pour s'en rendre compte.

Cette gestion répressive des populations est révoltante.

Le problème du crack nous concerne toutes et tous. Cette drogue très dure circule et s'attaque aux pauvres. Elle est souvent prise pour pallier à la misère. Elle est très addictive, elle arrache à la vie. Pour gérer ce problème social et médical, le pouvoir (les municipalités, la préfecture, la région) choisit comme toujours la voie de la répression. C'est la méthode favorite de la gestion des indésirables de ce monde : la stigmatisation, la contrainte, la police.

Aucune solution n'est proposée aux usagers et usagères de cette drogue, pourtant elles existent : espaces de réduction des risques, structures d'accompagnement et d'hébergement, etc. Mais ça coûte de l'argent - que les décideurs préfèrent investir dans une piscine olympique- et ne répond pas aux normes de notre société où chacun-e doit se débrouiller par soi-même.

On nous dit donc que l'on va devoir vivre avec « provisoirement » et les politicien·nes défilent promettant plus de police pour assurer notre sécurité. Mais qui a envie de vivre dans un monde où pour se sentir libre et en sécurité il faudrait des flics en permanence ? La police est déjà bien trop présente. Nous ne pouvons pas nous résoudre à vivre dans la peur, que ce soit celle d'un coup de tonfa de la police ou celle d'une agression pour quelques euros.

Ne sombrons pas dans la paranoïa sécuritaire, et réfléchissons collectivement à comment imposer d'autres solutions qui permettent à chacun et chacune de s'en sortir collectivement. Ils construisent des murs, nous voulons détruire les ghettos et les frontières.

Des habitant·es des 4 chemins